

**130 000**

**parcours emploi  
compétences  
financés en 2019**

Source : Projet de loi  
de finances pour 2019

## DÉCRYPTAGE

» En 2019, le nombre de contrats aidés, désormais appelés parcours emploi compétences, devrait continuer de baisser. Le gouvernement prévoit d'en financer 130 000 l'année prochaine, dont 30 000 dédiés à l'accompagnement des élèves en difficulté. En 2018, 200 000 contrats aidés avaient été budgétés, mais finalement seulement 130 000 à 150 000 auront été financés, a déclaré le premier ministre le 20 septembre dernier sur France inter.

## Les Objectifs de développement durable : quels enjeux pour les associations ?

En septembre 2015, 193 Etats membres de l'Organisation des Nations unies (ONU), dont la France, ont adopté le *Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Trois ans après, où en sont les associations ?

» Dix-sept objectifs de développement durable (ODD) et 169 sous-objectifs ont été fixés en 2015. Ils couvrent aussi bien la biodiversité que la santé, l'eau, l'énergie, l'industrie, l'éducation, la consommation, les villes, les discriminations... L'ambition de ce programme à l'horizon 2030 est triple : éradiquer toutes les formes de pauvreté, mettre fin aux inégalités et à l'injustice et lutter contre les changements climatiques. Cet agenda est universel : il s'applique à tous les Etats, du Nord comme du Sud, mais également aux entreprises, aux associations, aux citoyens, aux chercheurs, aux élus, etc.

### Les associations au cœur des ODD

Depuis 2015, les pays se retrouvent chaque année aux Nations unies pour faire le point sur l'avancée de la mise en œuvre de l'agenda 2030. En France, l'Etat produit annuellement un point d'étape. Pour atteindre les objectifs, le pays a décidé de se doter d'une feuille de route. Elle devrait être établie d'ici l'été 2019. Le secteur associatif se mobilise également autour de ce Programme. En décembre 2017, le laboratoire d'idées La Fonda et le Mouvement associatif, qui représente plus de 600 000 associations, ont relancé leur appel à contributions pour nourrir le site [solutions-dassociations.org](http://solutions-dassociations.org). Sur le site, ils rappellent que « les associations sont des acteurs de premier plan de la réalisation d'un futur souhaitable » et que « leurs solutions peuvent servir d'exemples, être essaimées sur les territoires par la création de partenariats multi-acteurs, et inspirer de nouvelles politiques publiques. » Sur cette plateforme, les contributions des associations sont répertoriées selon les dix-sept objectifs de développement durable. Le site a vocation à contribuer aux débats autour de la réalisation des ODD et à inspirer les porteurs de projets.



© istock

### « Faire ensemble 2030 »

Autre initiative, en mars dernier, La Fonda a organisé durant deux jours une université sur le thème « Objectifs de développement durable : les associations au défi d'un futur souhaitable », en partenariat notamment avec Le Mouvement associatif et le Comité 21, un réseau d'acteurs au service du développement durable. Il s'agissait notamment de mettre en avant la capacité contributive des associations aux ODD et d'insister sur l'importance des actions collectives et des partenariats. Plus d'une vingtaine d'initiatives « ODD » ont été présentées lors des ateliers d'analyse de cas pratiques. Les comptes-rendus de l'université et des ateliers sont disponibles en ligne.

Cette université s'inscrit dans un projet plus large baptisé *Faire ensemble 2030*, qui « doit permettre à tous les acteurs du fait associatif – bénévoles et salariés – de prendre conscience de l'inscription de leurs actions, quelle qu'en soit la portée initiale, dans un agenda universel », rappelle-t-on à la Fonda.

L'université sera suivie d'Ateliers du Faire ensemble qui seront organisés jusqu'en février 2020. Ils devraient permettre la rencontre d'acteurs qui partagent une proximité de domaines d'activité ou géographique, et qui souhaitent renforcer leur potentiel d'action en croisant leurs compétences au service d'une stratégie partagée. ■



© Guillaume Ager

## Une association en guerre contre le mal-logement

Depuis plus de 30 ans, Habitat et Humanisme agit pour permettre l'accès à un logement décent aux personnes en difficulté. Un combat plus que jamais d'actualité.

» **H**abitat et Humanisme naît en avril 1985 à Lyon. Son fondateur, Bernard Devert, est un professionnel de l'immobilier qui a décidé de lutter contre l'exclusion et de favoriser la mixité sociale. « Pendant les 11 années où j'ai travaillé dans la promotion immobilière, j'ai été très marqué par les frontières invisibles qui se mettaient en place entre les quartiers pauvres, les quartiers des classes moyennes et les quartiers aisés », raconte-t-il. « J'ai compris alors que pour réduire les inégalités, il fallait agir très en amont, au niveau de la construction. » Quelques mois après sa création, l'association propose déjà des logements à des personnes en très grande précarité.

Au départ Habitat et Humanisme n'a vocation à intervenir que dans la région lyonnaise mais très rapidement Bernard Devert, qui a entretemps été ordonné prêtre, est sollicité pour développer des structures identiques dans d'autres départements. Aujourd'hui Habitat et Humanisme est une fédération de 57 associations : 56 en France et une en Belgique. Une nouvelle association est en préparation au Luxembourg. « La structure fédérale convient particulièrement aux problématiques du logement car les personnes qui interviennent doivent avoir une très bonne connaissance de leur territoire », explique Bernard Devert.

### Une pionnière de l'économie sociale et solidaire

Dès sa conception, Habitat et Humanisme est pensée comme une entreprise à caractère social. « Aujourd'hui on parlerait d'entreprise de l'économie sociale et solidaire », observe Bernard Devert.

Les premiers logements sont acquis grâce à des investisseurs privés via une société foncière destinée à la construction, l'acquisition et la rénovation de logements à destination de personnes en difficulté. Trente ans plus tard, cette dynamique d'innovation et d'entrepreneuriat social caractérise toujours le Mouvement. La Foncière Habitat et Humanisme est aujourd'hui propriétaire d'environ 4 000 logements. Le Mouvement compte également huit agences immobilières à vocation sociale (AIVS). Celles-ci favorisent l'accès au logement des personnes fragilisées tout en sécurisant le risque locatif du propriétaire. Aujourd'hui Habitat et Humanisme gère ainsi environ 3 000 logements de bailleurs solidaires.

### La valeur ajoutée : l'accompagnement

« Depuis 1985 nous avons accompagné plus de 25 000 familles », précise Bernard Devert. « La valeur ajoutée de notre association, c'est le travail d'accompagnement qui fait que les personnes démunies sortent de leur situation de précarité », explique-t-il. « Les bénéficiaires des logements d'Habitat et Humanisme n'ont pas vocation à y rester. Nous leur fournissons un toit le temps nécessaire pour qu'ils puissent reprendre confiance et accéder à l'autonomie. »

Le Mouvement intervient également auprès des personnes âgées via son association La Pierre Angulaire, née au début des années 2000. « Les problématiques ont évolué. Dans les années 80, nous étions confrontés principalement à des personnes en très grande difficulté sociale. Depuis quelques années, nous devons faire face à des difficultés liées à la maladie, ou à la dépendance. » La Pierre Angulaire est aujourd'hui un réseau de 47 EHPAD qui offre environ 3 000 places.

### Miser sur l'intergénérationnel

A l'avenir, l'association souhaite multiplier les maisons intergénérationnelles où cohabitent personnes âgées isolées, familles monoparentales, jeunes en insertion... Une quinzaine ont déjà été ouvertes et une dizaine sont en projet. « Elles permettent de briser les situations de solitude », souligne le président d'Habitat et Humanisme. « Elles ont vocation à créer une dynamique de convivialité, de solidarité de voisinage et d'échanges de services, favorables au mieux-être de chacun. »

Récemment Habitat et Humanisme a également mis en place les Escales Solidaires. Il en existe deux à Lyon. « Il s'agit de lieux où l'on peut organiser par exemple des tables d'hôtes, des événements culturels pour susciter les rencontres. Toujours dans notre philosophie : lutter contre les séparations, les ghettosisations. » ■

## FOCUS



### SUR LE FRONT DE L'HÉBERGEMENT D'URGENCE

**L**e fonds d'épargne à impact social et solidaire, Amundi Finance et Solidarité, accompagne ResidSocial avec un financement lui permettant d'accélérer son programme d'acquisition d'hôtels en Ile-de-France. L'objectif est de transformer des hôtels de centre-ville, souvent vétustes, en résidences sociales répondant aux normes d'hygiène et de sécurité (EHPSU\*). Ces établissements offrent une solution d'hébergement d'urgence digne et responsable aux familles en grande difficulté avec, quand la configuration le permet, la création d'espaces de vie commune.

\*E.H.P.S.U. : Etablissement d'Hébergement de Personnes en Situation d'Urgence.



Éditeur : Uni-médias, 22, rue Letellier, 75739 Paris  
Cedex 15 • Directrice de la publication : Nicole Derrien  
• Comité éditorial : Sabine Gaillard • Rédaction :  
Anne Le Mouëllic • Crédits photos : IStock • Dépôt  
légal : décembre 2018 • Uni-médias.

Retrouvez-nous sur :

[www.credit-agricole.fr](http://www.credit-agricole.fr)